

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Réactions opinion post-Brexit

1. Les réactions des Français interrogés ce week-end sur le Brexit renseignent bien sur les perceptions de l'Europe. **La satisfaction franche, comme la colère de s'en prendre à quelque chose auquel on tient, sont nettement marginales.** Il n'y a plus en France d'euro-enthousiastes ; et les vrais euro-hostiles restent cantonnés à une partie de l'extrême-droite (pas toute) et de petites franges de l'extrême-gauche. **Le reste, la très grande majorité, est euro-« sceptique », « euro-perdue », ce qui la fait balancer entre inquiétude et compréhension face au vote britannique :**
 - *« Je pense qu'ils sont comme tout le monde, on est dans une période divisée actuellement, les gens essaient autre chose, ils ont envie de sortir de leur situation. Ils ont préféré réagir. Essayer le changement, plutôt qu'attendre des choses qui viennent pas. Ils ont donné un coup de pied dans la fourmilière. Pourquoi pas ? Je comprends que les gens se cherchent. Je suis pas une grande politicienne, mais je comprends qu'une part du peuple Anglais veut faire bouger des choses. C'est dans l'air du temps. Maintenant, si ça va faire leur affaire, on va voir. Les Anglais peuvent toujours tenter, mais je pense que les Français eux doivent rester dans l'Europe. »*
 - *« L'Europe telle qu'elle fonctionne actuellement, je suis pas d'accord. Elle n'est pas prévue pour satisfaire les gens, je dirais elle est plus prévue pour satisfaire les gros business. Les gens qui étaient sollicités par le vote, c'était tout le monde. Les Anglais moyens souffrent des mêmes problèmes que les nôtres. Je suis pas contre l'immigration absolument. Mais quand on met en concurrence tout le monde, toutes les marchandises, ceux qui sont à un niveau plus élevé se retrouvent tirés par le bas. Il est évident que vu notre niveau de vie, on coûte forcément plus cher qu'un ouvrier d'Europe centrale. Le combat n'est pas égal, c'est ce qui explique une partie du chômage. L'Europe est formée de peuples depuis très longtemps un peu différents les uns des autres. Elle a tendance à vouloir effacer les particularités de chacun. Les Anglais sont toujours un peu isolés du fait qu'ils sont sur une île. Ils veulent garder leur identité. Ils ont leurs caractéristiques, ils ont peur de les perdre, de se trouver mélangés. »*
 - *« Ils en ont marre du système de l'Union européenne, du coup il a deux solutions : soit ils changent tout, soit ils partent. Ils sont partis. C'est trop compliqué de tout changer et ils aiment bien leur pays, donc ils préfèrent rester comme ils sont. Je comprends. »*
 - *« L'Angleterre était une grande puissance, et c'est l'union qui fait la force. Si l'Angleterre part qu'est-ce que pourra décider l'Allemagne ? Je suis inquiète car c'est important que l'Europe existe. Par rapport aux Etats-Unis et à la Russie qui sont une grande puissance. La France ou les pays européens ne peuvent pas peser seuls. C'est l'union européenne unie qui est importante dans le monde. Si chacun part de son côté, on est mal barrés. »*
 - *« De l'inquiétude car il y a une déconnexion entre politique et population. Je pense que si on faisait un referendum dans chaque pays, beaucoup sortirait. Et la réaction politique est toujours la même, derrière ils n'ont jamais d'autre proposition. Je crains que ce ne soit qu'un début, et vu l'incapacité politique, je pense que tous les pays qui vont se soumettre au referendum risquent de quitter l'Union européenne. »*

2. A travers l'ensemble de ces paroles (près de 1500 verbatims), on retrouve quelques perceptions transversales :

- **Le sentiment d'une Europe en danger, non pas du fait du populisme mais de son propre manque de sens.**
 - **Des inquiétudes face au populisme se voient** (« *Ça va ouvrir les portes à Marine Le Pen, je ne la veux pas au gouvernement* »), **mais sont loin d'être massivement exprimées.** Le réflexe de peur et de rejet s'émousse : il est beaucoup moins fort aujourd'hui que lors des dernières élections européennes ou régionales. Notamment car les discours sévères sur l'Europe reflètent largement ce que pensent les gens - au moins quant au constat, les solutions radicales convainquant beaucoup moins. Attention à **ne pas paraître refuser d'entendre ce que pensent les gens** en rejetant ceux qui sont en l'espèce, pour eux, de simples porte-voix.
 - **Le cœur des inquiétudes et des demandes se concentrent sur le manque de sens d'une Union** que l'on ne comprend plus depuis longtemps : « *On nous a vendu l'Europe comme le nirvana et on s'aperçoit que non. On sait pas trop ce que c'est d'ailleurs l'Europe. C'est une nébuleuse. Je peux comprendre les Anglais.* »
- Cette question semble traverser les esprits : **« les Britanniques sont partis, pourquoi nous continuons ? »**. Trois réponses se dégagent spontanément, encore fragiles, mais qui peuvent constituer autant de points d'appui :

- a) L'idée d'une **Europe qui permette d'exister dans le monde**. Elle revient spontanément comme levier principal d'adhésion à l'idée européenne aujourd'hui.

« L'Europe, il manque peut-être des choses, mais c'est en étant regroupés que l'on peut le mieux s'en sortir ».

« J'ai peur que ce phénomène prenne dans d'autres pays que l'Europe éclate. On serait moins forts chaque pays, on aurait moins d'importance parce que moins on est nombreux, moins on a d'importance face à l'économie mondiale et au monde ».

Cela pourrait faire résonner les discours sur **l'Europe comme nécessaire protection** – sécurité intérieure et extérieure – **et projection** – des pays européens ensemble dans le monde.

- b) L'idée d'une **Europe qui se recentre sur les sujets de préoccupation des gens** : sécurité, rapport au monde extérieur, et en interne renforcement de leur identité et de leurs économies.

« Les Anglais ont compris que l'Europe ne peut pas exister telle qu'elle est. Elle s'occupe pas des problèmes économiques et de l'immigration. Je ne sais pas si je voterai contre, mais je comprends. Il faut respecter l'identité et les frontières. Sur le plan économique chacun tire la couverture de son côté, il y a trop d'histoires d'argent. Je suis d'accord pour qu'on aide les migrants, mais il ne faut pas oublier le peuple qui les accueille. »

« Je comprends qu'une partie de la population en ait eu assez d'une politique des élites qui était basée sur une logique totalement économique. Je peux comprendre certaines inquiétudes identitaires qui reviennent régulièrement. »

C'est du fait de ce sentiment de décalage que la **bureaucratie devient insupportable** : les réglementations tatillonnes sont bien sûr citées, avec l'idée sous-jacente qu'il est incompréhensible que l'Europe se concentre sur ces détails en ignorant les vrais sujets.

« L'Europe est très mal gérée. Trop administratif. A part sortir des lois qui servent à rien, pour prendre de vraies décisions ils ne savent pas le faire. »

- c) L'idée d'une **clarification des fonctions assignées à l'Europe**, davantage que la volonté d'une « relance » ou d'un sursaut d'intégration dont on ne voit aucune trace de demande.

Cette demande est centrale : c'est une autre façon de **réclamer du sens, recadrer le projet européen pour lui redonner une légitimité**, demande que l'on voit se développer jusqu'à **l'envie d'une refondation radicale, d'une « réinitialisation » du projet** pour lui conférer à nouveau un but et un dessein.

« L'Europe a été bâtie pour les grandes structures, pas pour le peuple. L'idée était bonne, mais ce que s'en est devenu, c'est pas ce que le peuple attendait. »

« On ne comprend pas ce que l'Europe apporte aujourd'hui à nos pays, à part des contraintes. »

C'est aussi une façon de **répondre, par l'efficacité et la subsidiarité, au sentiment de dilution**, à l'impression d'une Europe qui impose ses choix sans tenir compte des attentes des peuples, et remet en cause des modes de vie ou des équilibres sociaux.

« On est 28 pays nous n'avons rien en commun. L'Europe on nous l'a un peu imposée. J'y suis parce qu'on m'y a mis dedans ».

« C'est toujours les gros pays qui payent pour les petits pays. C'est toujours les pays riches qui donnent aux pays qui ont des dettes et on ne reverra jamais cet argent. »

- Sur la réception des discours :

- **Il n'y a aucune demande spontanée de nouveau traité.** Se concentrer sur des arguments juridiques plutôt que sur le sens semble même, pour ceux qui l'ont entendu, décalé : *« On ne sait pas après ce que ça va faire. Mais j'ai peur qu'ils nous refassent une nouvelle loi. C'est mal parti pour la France ».*
- **Il faudra surmonter une incrédulité importante :** moins d'un Français sur trois pense que l'UE sera capable d'apporter une réponse à la hauteur.

Pour dépasser cette défiance sédimentée seront nécessaires des **mots forts de compréhension, tant les politiques sont perçus comme responsables de la situation actuelle** (donc peu à même d'apporter une réponse) **et le vote Britannique au moins autant comme un vote contre les élites que réellement contre l'UE** (la moitié des Français pensent ainsi que les Britanniques ont voté d'abord par colère vis-à-vis de l'UE et des élites plutôt que parce qu'ils étaient réellement convaincus qu'une sortie de l'UE était la meilleure voie pour leur pays).

Si l'on ne peut pas employer des termes inhabituels (refondation, etc.), il y aurait a minima **besoin d'une inflexion, d'une mise en mots des doutes de l'opinion et d'une reconnaissance des erreurs passées pour commencer à crédibiliser le discours** ; et permettre à des gestes (conférence des chefs d'Etat et de gouvernement à la rentrée etc.) d'acquérir une puissance narrative et une réelle résonance d'opinion.

Adrien ABECASSIS